LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME ACHÈVE LE DÉBAT SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN PALESTINE ET SE PENCHE SUR LE PROGRAMME D'ACTION DE VIENNE

19 mars 2012

Le Conseil des droits de l'homme a achevé, cet après-midi, son débat général sur la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés. Il a ensuite tenu son débat général sur le suivi et l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

/...

Fin du débat sur la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés

Observateurs

L'**Iraq** a déploré le placement de plus cinq cents Palestiniens en rétention administrative illégale en Israël, avec des conséquences en termes de droits de l'homme des familles concernées, notamment leurs enfants. Le représentant a dénoncé de même la violation par Israël des droits fondamentaux de nombreux enfants palestiniens, dont de nombreux sont emprisonnés de manière illégale et parfois victimes d'actes de torture. Le **Venezuela** a dénoncé pour sa part la mise en détention arbitraire de femmes et d'enfants palestiniens.

Le **Liban** a condamné la dernière attaque d'Israël contre Gaza, qui a causé 25 victimes civiles, dont des femmes et des enfants. Alors que la région connaît des changements profonds, Israël poursuit sa politique de colonisation. Le **Yémen** a remercié la Haut-Commissaire d'avoir réitéré la nécessité pour Israël de respecter ses obligations au regard du droit international humanitaire. Le Yémen déplore la destruction du potentiel économique des Palestiniens du fait des mesures israéliennes telles que le blocus économique sur Gaza: les pertes subies par l'économie palestinienne sont estimées à 7 millions de dollars par jour.

L'**Islande** est alarmée par les flambées de violence de ces derniers temps et appelle les deux parties à négocier une solution à cette situation insoutenable. En 1947, l'Islande a appuyé la création de l'État d'Israël: en 2012, elle soutient de même l'aspiration légitime des Palestiniens à avoir leur propre État.

Organisations non gouvernementales

De nombreuses organisations non gouvernementales ont dénoncé des violations des droits de l'homme des Palestiniens par Israël. L'organisation *Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights* a ainsi rappelé que le 9 mars dernier, Israël a procédé à l'exécution extrajudiciaire de deux Palestiniens à Gaza, déclenchant une flambée de violence au cours de laquelle plusieurs civils palestiniens ont trouvé la mort, illustrant le fait que les forces israéliennes déploient une force excessive contre des populations innocentes, en particulier des enfants. *Badil* demande au Conseil des droits de l'homme de se pencher sur le problème de l'impunité dont Israël continue de bénéficier. *Nord-Sud XXI* qui s'est par ailleurs félicité de l'initiative de la Palestine en vue de son admission à l'ONU - a pour sa part appelé le Conseil et l'Assemblée générale de l'ONU à prendre des mesures concrètes en vue de la responsabilisation tant d'Israël en tant qu'État que des citoyens israéliens qui se rendent coupables de violations des droits de l'homme des Palestiniens. Le *Cairo Institute for Human Rights Studies* a déclaré que les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme palestiniens se poursuivent et deviennent systématique. L'organisation a en outre souligné que l'impunité au niveau local et international reste la raison principale de la détérioration de la situation.

Institute for Women Studies and Research a relevé qu'en juin 2011, on comptait 5500 Palestiniens dans des prisons israéliennes, dont 211 enfants (38 âgés de moins de 15 ans). Chaque année, environ 700 mineurs palestiniens sont poursuivis devant des tribunaux militaires israéliens. *Al-Haq, Law in the Service of Man* a dénoncé les pratiques systématiques d'apartheid par Israël, qui font partie intégrante du déni du droit à l'autodétermination du peuple palestinien; l'organisation a ajouté qu'un demi-million de colons israéliens consomment six fois plus d'eau que deux millions et demi de Palestiniens.

Al-Haq a aussi dénoncé la mise en détention administrative de nombreux Palestiniens, notamment celle de Mme Hana Shalabi, qui entame ce jour son trente-troisième jour de grève de la faim. L'*Association internationale des juristes démocrates* a déclaré qu'Israël fait un usage abusif des détentions administratives, violant ainsi les droits des détenus qui ne sont pas informés des raisons de leur détention et qui n'ont aucun moyen de recours contre celle-ci. Elle a aussi affirmé que la population la bande de Gaza était la victime d'une punition collective, qui viole clairement le droit international. Le *Charitable Institute for Protecting Social Victims* a déclaré que la population de Gaza est confrontée tous les jours à des coupures de courant et d'adduction d'eau, ce qui y rend toute vie normale impossible. Israël est appelé à respecter la quatrième Convention de Genève. La *Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)* a déclaré qu'Israël soumet les habitants de la

bande de Gaza à un blocus illégal depuis 1739 jours. Ce blocus a des effets négatifs sur l'ensemble des droits de la population de Gaza, notamment le droit au travail, au logement, à la liberté de mouvement et à l'accès aux soins et à l'éducation.

Le Commission des églises pour les affaires internationales du conseil œcuménique des églises a rappelé que les violences commises par les colons poussent un nombre important de Palestiniens vivant dans la Zone C de la Cisjordanie à partir pour les Zones A et B. Le déplacement forcé des Palestiniens affaiblit les perspectives à long terme de viabilité d'un État palestinien. Le Maarj Foundation for Peace and Development a évoqué les menaces subies par la population palestinienne, qui voit ses terres confisquées par les colons israéliens. La politique de colonisation sape les efforts en faveur d'une paix durable.

Le Comité de coordination d'organisations juives a déploré que l'exercice de routine du Conseil contre Israël se déroule cette année dans un déni total du carnage de civils qui se déroule en Syrie du fait des forces armées de ce pays. Les Syriens du Golan désirent-ils vraiment rentrer chez eux dans la ville dévastée de Homs?

Pour l'Association internationale des avocats et juristes juifs, la solution au conflit n'est pas un mandat de pays ni la critique d'une partie. Il devrait être résolu par des négociations directes et sans pré-conditions qui empêchent tout progrès. La communauté internationale devrait soutenir un tel processus et s'abstenir d'initiatives contraires. European Union of Jewish Students a déclaré que le Conseil ne devait pas détourner son attention des violations commises dans les pays du Moyen Orient en se focalisant sur la situation en Israël, qui est la seule démocratie libérale au Moyen Orient. Le Touro Law Center, The Institute on Human Rights and The Holocaust s'est dit lui aussi dit inquiet de la focalisation des travaux du Conseil sur Israël et par le nombre de résolutions visant ce pays. United Nations Watch a évoqué les mouvements populaires en cours en Afrique du Nord et au Moyen Orient, regrettant qu'Israël soit le seul pays à être l'objet d'un point permanent de l'ordre du jour du Conseil. Il est regrettable de noter que les pays de la région qui ont ignoré les droits de l'homme de leurs propres populations pendant si longtemps soient les mêmes qui présentent systématiquement des résolutions condamnant Israël.

L'Union des juristes arabes a rappelé que l'occupation du Golan syrien en 1967 par Israël a conduit à des graves violations des droits de l'homme qui persistent jusqu'à aujourd'hui. Ces violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ne font que s'opposer aux efforts de stabilisation de la région.

Droit de réponse

La République islamique d'Iran a rejeté les distorsions de la vérité et les accusations d'Israël et a affirmé que les campagnes médiatiques, l'espionnage et la démagogie d'Israël sont bien connus.

/...

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel

HRC12/045F